



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **A2C GRANULAT**

Route de Donnemarie - BP 12  
77480 Saint-Sauveur-Lès-Bray

Références : 26/0645  
Code AIOT : 0006511380

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement A2C GRANULAT implanté Carrière de Port-Montain 77114 Noyen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- A2C GRANULAT
- Carrière de Port-Montain 77114 Noyen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006511380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 2015/DCSE/M/004 du 16 mars 2015, la société A2C Granulat est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires de 60 ha 84 a 18 ca sur le territoire de la commune de Noyen-sur-Seine.

Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 19 ans.

Il n'y a plus d'activité d'extraction sur la carrière. La remise en état du site reste en cours jusqu'à la fin de l'autorisation de la carrière.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article V-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2	Sans objet
2	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-15-2	Sans objet
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-3	Sans objet
5	Plans	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-18	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est globalement bien tenue. La remise en état du site est en cours et l'exploitant a indiqué qu'il aura rattrapé les garanties financières avant la fin de l'année 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Remblayage de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remblayage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (stériles et terres de découverte) et les fines de lavage amenées par conduite. Les autres apports de matériaux extérieurs sont interdits.
<b>Constats :</b>  Le remblayage de la carrière est réalisé avec les matériaux de découverte ainsi que les fines argileuses issues du lavage des matériaux extraits de la carrière, amenées par un tuyau hydraulique depuis l'installation de traitement de Toussacq. Il n'y a plus d'extraction sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Suivi écologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-15-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi écologique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] suivi écologique selon la zone en exploitation, inventaires ou relevés faune flore périodiques (chapitre 7 de l'étude d'impact p 370).
<b>Constats :</b>  Le rapport de suivi écologique résultant des inventaires de la faune et de la flore réalisés sur le site au cours de l'année 2025 devra être transmis à l'inspection des installations classées et au Service nature et paysage de la DRIEAT Île-de-France dès qu'il sera établi par l'association des naturalistes de la vallée du Loing et du massif de Fontainebleau (ANVL).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  À partir des 4 piézomètres et d'échelles limnimétriques dans les plans d'eau et la grande noue d'Hermé, l'exploitant procède ou fait procéder à : * un relevé mensuel du niveau de la nappe, * à l'analyse semestrielle sur les paramètres suivants : pH, MEST, DCO, COT, indice permanganate, turbidité et hydrocarbures totaux.[...] Les résultats des analyses prévues aux articles IV-3-2-2 et IV-3-2-3 sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues est transmis au plus tard le 1er février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.
<b>Constats :</b>  Les résultats des analyses des eaux souterraines réalisées en juin et décembre 2025 ne montrent pas de non-conformité. Le suivi de la variation de la nappe alluviale est bien effectué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article V-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations.  Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (TP01 juillet 2014 = 700,4). La durée de l'autorisation est divisée en 4 périodes. Pour chacune, le montant de référence des garanties financières, en euros (T.T.C.), est précisé dans le tableau ci-après :  Période n° 2 de 5 à 10 ans : S1 maximale (ha) = <b>3,9</b> / S2 maximale (ha) = <b>13,2</b> / L maximale (m) = <b>1100</b> Période n°3 de 10 à 15 ans : S1 maximale (ha) = <b>1,5</b> / S2 maximale (ha) = <b>6,3</b> / L maximale (m) = <b>0</b>  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'en 2024 des hautes eaux marquées même en période d'étiage n'ont pas permis d'avancer sur le réaménagement du site. Les travaux de réaménagement ont pris du retard et celui-ci n'a pas pu être comblé uniquement sur l'année 2025. Les surfaces S1, S2 et L sont restées identiques en 2024 et en 2025. De plus, au cours de l'année 2025, il y a eu un changement de période quinquennale ce qui a entraîné un dépassement du montant total des garanties financières. Il a donc été indiqué le jour de la visite qu'il était prévu dès le ressuyage des terrains une campagne de remise en état consécutive du site en 2026 afin de respecter les différentes surfaces (S1, S2 et L) de cette nouvelle période quinquennale.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera de l'avancée de la remise en état du site et transmettra le prochain relevé topographique à l'inspection. Les garanties financières devront être rétablies au prochain bilan annuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Plans

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plans

**Prescription contrôlée :**

Il est établi un plan au 1 / 2 500 orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50m,
- les limites d'extraction compte tenu des distances et zones de protection définies au III-17,
- les zones en cours d'exploitation, les bassins de décantation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, y compris dans les zones en eaux
- le linéaire de bandes transporteuses,
- la position des piézomètres,
- la position des éléments visés à l'article III-17 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié et signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard au 1er février de l'année N+1.

**Constats :**

Les plans ont été transmis par l'exploitant le 12 février 2026 avec le bilan environnement de l'année 2025.

Les plans sont datés, signés et certifiés conformes par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite